

Bac: Philippe critique "une infime minorité" de grévistes "pas à la hauteur"

Paris, 9 juil. 2019 (AFP) -

Edouard Philippe a critiqué mardi devant le Sénat les correcteurs grévistes du baccalauréat en estimant que ces enseignants ont "installé du désordre et de l'angoisse" et ne sont "pas à la hauteur de leur mission exceptionnelle".

"Des revendications ont conduit une infime minorité (...) à dire qu'ils perturberaient l'organisation des épreuves, soit en ne se présentant pas dans les centres d'examen, soit parfois en gênant l'accès aux centres d'examen", a déploré le Premier ministre lors de la séance de Questions au gouvernement au Sénat.

"Puis on a dit qu'on ne corrigerait pas. Puis on a dit qu'on ne rendrait pas les copies qui ont été corrigées. Bref, on a, ce faisant, installé du désordre et de l'angoisse dans un moment qui mérite mieux que cela", a-t-il poursuivi, après avoir été interpellé sur le sujet par le président du groupe Les Indépendants Claude Malhuret.

Décrivant des conditions de passage de l'examen "à bien des égards insatisfaisantes", M. Philippe a apporté son soutien au ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer.

"Face aux revendications d'une infime minorité et face aux agissements qui ne sont pas à la hauteur de la mission exceptionnelle qui revient à tous les enseignants, le ministre a, à juste titre, adopté une position ferme et déterminée à faire en sorte que ce bras de fer (...) ne puisse pas être gagné par ceux qui veulent perturber l'organisation d'un moment aussi important", a salué M. Philippe.

Face à la grève inédite de certains correcteurs opposés à la réforme du bac et qui ont retenu des copies, le ministre de l'Éducation a mis en place une "solution technique" : en cas de notes manquantes, celles du contrôle continu ont été prises en compte. Et si la note du bac s'avérait finalement meilleure, c'est celle-là qui était conservée.

Le Premier ministre a enfin loué "l'exceptionnel travail d'une immense majorité" qui "considère qu'être enseignant c'est effectivement transmettre un savoir et donner un exemple".

Dimanche, le président Emmanuel Macron avait également soutenu M. Blanquer en dénonçant une "prise d'otage" des candidats et de leurs familles par les enseignants frondeurs.

jmt/ib/cam

Afp le 09 juil. 19 à 17 55.